



Numéro 666 Avril 2026

# Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/udcgt14/>

[https://www.instagram.com/cgt\\_calvados/](https://www.instagram.com/cgt_calvados/)

<https://www.calvados.cgt.fr>

CAEN PIC

# P4

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le:

29/04/2026

À distribuer avant

le : 06/05/2026

## Agenda :

**1 er Mai :**  
Journée internationale des travailleuses et travailleurs  
Manifestations dans les villes du Calvados.

**7 Mai 8h30 :**  
Rassemblement unitaire contre le timbre fiscal à 50 euros pour accéder à la justice

**8 Mai 11h00 :**  
Commémoration du 81<sup>ème</sup> anniversaire de la libération de la France - stèle des Fusillés - Avenue Guynemer à Caen

**11 Mai :**  
Commission internationale de l'UD

**18 Mai 9h00 :** Comité Général de l'USR CGT du Calvados

**26 Mai 9h00 :**  
Journée d'Étude Santé Mentale organisée par le Comité Régional - Salle Pierre Semard à Caen

# la cgt MAI 1

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR  
LES DROITS DES TRAVAILLEUR·SES

Pour nos droits, pour  
une paix juste & durable,  
pour la justice sociale  
& environnementale !

Imprimé par nos soins

Directeur Publication : Thibault Soulat

N° commission paritaire : 1127 S 06277 - N° ISSN : 2496-5065

Le Courrier de l'UD 14, 8, Rue du colonel Rémy 14000 Caen

Téléphone : 02.31.83.68.25 Mail UD CGT 14 : [ud14@cgt.fr](mailto:ud14@cgt.fr)

Site internet : <https://calvados.cgt.fr>

Pour écrire au journal : [courrier.ud1404@orange.fr](mailto:courrier.ud1404@orange.fr)

# LE TERMINAL EST ANNOUS

# Faire grandir la contre-offensive du travail.

## EDITO

Allan BERTU  
Secrétaire Général  
Union Départementale  
CGT du Calvados



Cher.es camarades

Les nombreuses rencontres avec les salariés ces dernières semaines dans les entreprises, les marchés mais également les mobilisations en cours comme chez Delcourt Autocars à Cagny disent toutes la même chose : le monde du travail est sommé de payer partout, tout le temps, la facture des choix du capital. Payer à la caisse, payer à la pompe, payer par les licenciements, payer par l'austérité, payer jusque dans les conséquences des guerres et des logiques impérialistes. Et face à cela, notre responsabilité syndicale est claire : faire grandir la colère, l'organiser, la transformer en rapport de forces et en perspectives.

D'abord, il y a l'urgence salariale. La CGT l'a redit avec force : plus de 6 millions de salarié.es sont dans une branche où au moins un minimum est sous le Smic.

4,2 millions de salarié.es, dont 80% de femmes travaillent à temps partiel, avec un salaire moyen d'environ 1 030 euros net par mois.

2,2 millions de salarié.es sont payé.es au Smic, dont 62 % de femmes.

Ce n'est pas un accident. Ce n'est pas une dérive technique. C'est le résultat de politiques assumées de compression des salaires, de tassement des qualifications et d'écrasement du travail. Voilà la vérité nue : dans ce pays, on demande à celles et ceux qui produisent les richesses de vivre toujours plus bas pendant que les profits, eux, continuent de vivre très haut.

Cette question salariale est encore aggravée par la flambée des dépenses contraintes, et notamment du carburant et de l'énergie. La CGT a publié le 31 mars un appel net : bloquer les prix et augmenter les salaires. Elle y rappelle que la hausse du carburant prélève directement une part croissante du salaire au profit des grands groupes, alimente la spéculation, et appelle à encadrer les prix de l'énergie, taxer les profits exceptionnels et remettre l'argent dans les salaires, les services publics, les transports collectifs et la transition énergétique.

**La réponse, c'est la hausse générale des salaires et l'intervention publique contre la spéculation.**

Dans la continuité, nous avons proposé le 6 avril un prix maximum à la pompe de 1,70 euro le litre. Là encore, la ligne est juste : quand les prix explosent, la réponse ne peut pas être la charité gouvernementale ou les rustines patronales.

La même logique est à l'œuvre contre les retraité.es. Notre USR CGT du Calvados a mobilisé le 2 avril en rappelant que 17 millions de retraité.es sont directement concerné.es par les choix politiques sur les services publics, la santé et la

Sécurité sociale. Là aussi, le pouvoir voudrait opposer actifs et retraité.es ; nous répondons qu'il s'agit du même combat : partage des richesses, financement de la protection sociale, défense du droit à vivre dignement.

Ensuite, il y a l'alerte industrielle, qui n'est plus une alerte mais une véritable hémorragie sociale.

La CGT a recensé, au 17 mars, 546 plans de suppression d'emplois sur la période septembre 2023-mars 2026, dont 411 sites à caractère industriel identifiés.

Mais la force de la CGT, c'est qu'elle ne s'arrête pas au constat. Les Assises du Made in France, le travail sur la Loi GM&S, et les actions confédérales sur les projets pour sauver l'industrie montrent autre chose : les travailleur.ses ne sont pas seulement les premières victimes des restructurations, ils sont aussi les premiers porteurs de solutions.

**Le message politique est décisif : quand les financiers ferment, les travailleurs proposent ; quand les actionnaires désertent, le monde du travail construit ; quand le patronat détruit, la CGT met sur la table des solutions industrielles concrètes.**

Et c'est là que le point Ziegler prend tout son sens. Dans la liste noire CGT actualisée fin mars, Transports Ziegler apparaissait déjà avec 1 370 emplois menacés dans une cinquantaine d'agences. Quelques jours plus tard, le 31 mars, la liquidation judiciaire de Ziegler France laissait près de 1 500 salarié.es sur le carreau dont 80 sur le site de Bayeux, selon la presse économique et nationale. Ziegler, ce n'est pas un "fait divers social". C'est un cas d'école de ce capitalisme qui laisse pourrir les situations, reporte tout sur les salarié.es, puis vient expliquer qu'il n'y avait plus d'autre issue.

Camarades, des situations de mobilisation existent aussi dans différents secteurs dans notre département : situation à l'EPSM, au CHU, budgets contraints dans les collectivités, fermetures de classes, de bureaux de poste, répression syndicale, relogement de l'UL de Condé en Normandie, bataille contre le timbre fiscal à 50 euros pour accéder à la justice ... de bonnes raisons pour se mobiliser !

Le capital veut nous habituer à l'impuissance. La CGT doit faire exactement l'inverse : redonner confiance, redonner de la fierté, redonner de la force. Parce que rien n'est écrit d'avance. Parce que là où ils veulent la peur, nous devons mettre la lutte. Là où ils veulent la division, nous devons mettre le collectif. Là où ils veulent l'acceptation, nous devons mettre l'offensive.

**Allez camarades : à nous de faire grandir la contre-offensive du travail !**

# 1er mai : une histoire de luttes, de conquêtes et de solidarité

## Une journée née dans le combat ouvrier

Le 1er mai est avant tout une journée de lutte. Son origine remonte au 1er mai 1886, lorsque des centaines de milliers de travailleurs américains se mobilisent pour obtenir la journée de 8 heures.

L'affaire de Haymarket, à Chicago, la mobilisation est violemment réprimée. Une explosion, des affrontements, puis une condamnation à mort de militants ouvriers : cet événement tragique marque profondément l'histoire sociale mondiale.

Le 1er mai devient alors un symbole : celui du combat pour la dignité et les droits des travailleurs.

## Une journée internationale

En 1889, la Deuxième Internationale décide de faire du 1er mai une journée de mobilisation dans tous les pays.

Dès 1890, des manifestations s'organisent partout en Europe et au-delà.

Le 1er mai devient une journée internationale de revendications, de solidarité et d'espoir.

## 1er Mai journée de revendications :

C'est l'occasion de porter les exigences des salariés :

**Augmentation des salaires**  
**Défense de l'emploi**  
**Protection des services publics**  
**Justice sociale**

Hier, aujourd'hui, demain

Le 1er mai n'est pas qu'une commémoration.

C'est une journée tournée vers l'avenir.

Les droits sociaux doivent être défendus et étendus.

Les luttes continuent.

## En France : du drame à la mémoire collective

En 1891, à Fourmies (59), une manifestation pacifique est réprimée par l'armée.

Bilan : 9 morts, dont des jeunes travailleurs.

Ce drame renforce la portée du 1er mai en France : une journée de mémoire... mais surtout de mobilisation.

## Des conquêtes sociales majeures

Tout au long du XXe siècle, le 1er mai accompagne les grandes avancées sociales :

- Réduction du temps de travail
- Congés payés
- Sécurité sociale
- Droits syndicaux

En 1947, le 1er mai devient un jour férié et chômé en France, puis payé en 1948.

Ces droits ne sont pas tombés du ciel : ils sont le fruit de luttes collectives.



**Plus qu'une tradition, le 1er mai est un outil de mobilisation.**

**Plus qu'un symbole, c'est une force collective.**

**Le 1er mai, on ne célèbre pas : on se mobilise !!!**

Thibault Soulat



# JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LE LOGEMENT

Le 02 avril, le Comité Régional CGT Normandie organisait une journée d'étude sur le logement, salle Pierre Sénard.

Deux militants CGT du Calvados, étaient en charge de l'animation, vu leur responsabilité syndicale régionale :

- **Gaëlle Lemeltier**, en sa qualité de membre du CR, mandatée au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement - CRHH ;

- **Christophe Bissey**, au regard de son mandat au Comité Régional Action Logement.

Deux camarades confédéraux avaient répondu favorablement à l'invitation du CR.

Ce sont 35 militant.e.s CGT qui ont participé à cette journée d'étude. Sur sollicitation du CR, c'est Angélique qui a assuré l'accueil des participants, Céline, la secrétaire administrative, faisant valoir son droit à congé payé. Le rôle de photographe a été assuré par l'UD 14 en la personne de Gilles Desjouis. Et nos Camarades-Bâtisseurs.euses, comme d'habitude, ont donné au mot fraternité toute sa valeur en apportant leur aide pour le café et le repas.

Sujet fédérateur, le logement intéresse tout le monde : possédant un logement ou en recherche d'un ; propriétaire ou locataire : travaillant ou privé.e d'emploi, à la retraite, étudiant.e.s ; en situation de handicap, en bonne santé ou vieillissants-tes ; les conditions d'accès et la qualité du logement, son coût, son implantation ; les prestations sociales au logement et autres aides ; son lien avec nos conditions de vie ... bref, un sujet multi-facettes, hautement politique.

Conscient qu'une journée ne permettrait pas d'aborder l'ensemble de la palette, le cadrage voulu par le CR dans sa préparation était de traiter cette thématique par le prisme « travail » :

- Comment est abordé le logement dans nos syndicats, les CSE, avec les travailleuses-eurs ? Comment en faire un axe revendicatif pour l'augmentation des salaires ? Comment pointer les responsabilités des employeurs sur cet item ?  
- Le logement, axe majeur de l'aménagement du territoire en lien avec le développement industriel en région et les besoins de services publics, tel l'accès aux transports et son

développement pour les travailleurs-euses, usagers.ères ;  
- Le rôle des mandaté-e-s régionaux dans les instances logement ? La présentation des mandats " Action logement " et CRHH. Comment saisir les camarades mandaté-e-s, leur donner des éléments pour nourrir leurs interventions dans les instances ?

L'idée était de tenir une autre journée d'étude sur l'aspect locataire, les besoins de rénovations thermique, énergétique

et phonique, le logement étudiant, le logement saisonniers, les salarié.e.s du logement, le logement des travailleurs.euses saisonniers.ères ...

Cependant les débats ont quelques fois débordés du cadre désiré ... Pas surprenant, tant la question du logement est au cœur du quotidien de chacune et chacun, au cœur des préoccupations des salarié.e.s

sur les lieux de travail, plus généralement dans la vie de tous les jours.

Quelques pistes de travail ont conclu cette journée de débats :  
o Se réapproprier le logement comme axe revendicatif CGT dans toutes les entreprises et services publics, notamment dans les CSE des entreprises de + 300 salarié.e.s où la commission logement est obligatoire ;  
o Expliquer les instances régionales CRHH et Action Logement et les moyens d'interventions des mandaté-e-s CGT ;  
o Travailler la question revendicative logement / lieu de vie / lieu de travail / Mobilité même si cet axe fût davantage compliqué à impulser dans les débats bien que le sujet soit intrinsèquement lié. D'autant, avec le coût galopant du carburant depuis la guerre déclenchée par Trump en Iran et les difficultés qui en découlent au détroit d'Ormuz.

Le CR publiera une Initiative Régionale de cette journée. Notre Camarade Jean-Jacques Morel-Poirier en sera l'illustrateur. C'est lui d'ailleurs qui a créé le flyer d'invitation toute comme la banderole « Un logement digne, un droit inaliénable pour toutes et tous ».

**Corinne Vautier**  
Secrétaire Régionale  
Comité Régional CGT Normandie





**POURQUOI**

**la CGT refuse-t-elle  
de mettre en avant**



**le Puy du Fou**

**dans les Activités**



**Sociales et  
culturelles  
des CSE ?**



## 1. Les activités sociales et culturelles doivent être émancipatrices et inclusives

Les ASC portées par les CSE, historiquement conquises par le mouvement ouvrier, ont pour vocation de :

- favoriser l'accès de toutes et tous à la culture,
- promouvoir des valeurs d'émancipation, de solidarité, d'égalité et de progrès social,
- garantir une neutralité politique et idéologique, au service de l'intérêt collectif des salarié·es.

À ce titre, la CGT estime incompatible avec ces objectifs la mise en avant d'un parc dont le contenu culturel et historique est orienté idéologiquement, au service d'un projet politique réactionnaire.

## 2. Une vision de l'Histoire révisionniste et idéologisée !

Le Puy du Fou ne propose pas une approche historique rigoureuse ou pluraliste, mais une relecture romancée et biaisée de l'Histoire, caractérisée notamment par :

- une glorification de la monarchie, de l'ordre ancien et des hiérarchies sociales,
- une vision très partisane de la Révolution française, présentée comme un chaos barbare,
- une occultation ou une minimisation des luttes populaires, sociales et émancipatrices.

Cette narration s'inscrit dans une démarche que de nombreux historiens qualifient de révisionniste, visant à réhabiliter un récit national conservateur, éloigné des apports de la recherche historique contemporaine.

La CGT refuse que les ASC servent de relais à une falsification de l'Histoire qui nie les combats du monde du travail et du mouvement social.

## 3. Un projet culturel indissociable des idées d'extrême droite de son fondateur !

Le Puy du Fou est intimement lié à la personnalité de son créateur et auteur principal des spectacles, **Philippe de Villiers**, dont les prises de position publiques sont connues :

- proximité idéologique avec l'extrême droite,
- discours xénophobes, réactionnaires et anti-sociaux,
- opposition constante aux droits sociaux, syndicaux et aux services publics,
- promotion d'un projet de société fondé sur l'ordre, l'autorité et le rejet de l'égalité.

Même si le parc se revendique « apolitique », son contenu et son fonctionnement sont le prolongement culturel d'un combat idéologique clairement assumé par son fondateur.

La CGT considère qu'il est inacceptable que des budgets issus du travail des salarié.e.s contribuent, même indirectement, à la valorisation de telles idées.

### Puy du Fou : les secrets du royaume de la famille Villiers



Pendant neuf mois Complément d'enquête (France 2) et Mediacités ont enquêté sur le Puy du Fou.

Une plongée inédite qui raconte comment Philippe de Villiers et son fils Nicolas ont transformé l'aventure associative des débuts en un redoutable business.

De grandes ambitions en petits arrangements avec la loi.

## **4. Une incompatibilité avec les valeurs fondamentales de la CGT !**

La CGT porte des valeurs clairement opposées à celles défendues par le Puy du Fou :

- défense de la démocratie, du progrès social et des libertés,
- lutte contre toutes les formes de discriminations, de racisme et de haine,
- reconnaissance du rôle central des luttes sociales et du monde du travail dans l'Histoire.

Promouvoir le Puy du Fou dans les ASC reviendrait à cautionner un projet culturel :

- antisocial dans ses fondements,
- réactionnaire dans son message,
- contraire aux principes de solidarité et d'émancipation.

## **5. La liberté individuelle respectée, mais pas la promotion collective !**

La CGT rappelle qu'il ne s'agit en aucun cas d'interdire aux salarié.e.s de s'y rendre à titre individuel.

En revanche, le CSE et les ASC ne sont pas neutres politiquement : ils traduisent des choix collectifs et des valeurs.

**Refuser de promouvoir le Puy du Fou, c'est :**

- assumer une responsabilité politique et morale,
- refuser l'instrumentalisation de la culture à des fins idéologiques,
- privilégier des offres culturelles réellement ouvertes, pluralistes et émancipatrices.

### **Conclusion**

Pour toutes ces raisons, la CGT refuse que le Puy du Fou soit mis en avant ou subventionné dans le cadre des activités sociales, sportives et culturelles des CSE.

Ce refus s'inscrit pleinement dans la continuité du combat syndical pour une culture au service du progrès social, et non d'un projet politique réactionnaire et antisocial.

Et si on veut aller plus loin, notamment en s'appuyant de contenus d'Historiens et Chercheurs, relayés par les Médias (qui sont loin d'être des sources CGT !):

### **1. Critiques d'historiens : discours politique et révisionnisme historique**

Plusieurs historiens et chercheurs ont exprimé des critiques pointues sur la manière dont Le Puy du Fou présente l'Histoire :

#### **1.1. Un parc qui propose un discours politique, pas un contenu historique neutre.**

Des spécialistes de l'histoire contemporaine et médiévale ont souligné que le parc ne fait pas simplement du divertissement, mais véhicule un discours idéologique. Ils considèrent que la représentation de périodes historiques est biaisée, orientée vers une mémoire réactionnaire, et non conforme à la recherche historique rigoureuse. Le JDD

#### **1.2. Exemple des représentations anachroniques et idéologisées.**

Un historien a montré que certaines représentations — par exemple, sur l'Antiquité ou le christianisme — sont historiquement inexactes et renvoient à une vision nationaliste et religieuse de l'Histoire plutôt qu'à un travail scientifique. Le JDD (qui est loin d'être une source CGT !)

#### **1.3. Révision de la mémoire des guerres de Vendée**

L'ouvrage collectif Le Puy du Faux (historiens spécialistes de différentes périodes historiques) et d'autres analyses montrent que le parc maquille la guerre de Vendée sous forme de mythe identitaire, voire de thèse du « génocide vendéen », qui n'est pas validée par le consensus des historiens. Cette représentation a été qualifiée de propagande politique plutôt que d'histoire. Yahoo Actualités

L'un des risques majeurs est que ce type de représentation influence la mémoire collective des salarié.e.s ou des enfants accompagnés, au lieu de proposer une approche pluraliste, critique et fondée sur des recherches scientifiques.

L'un des risques majeurs est que ce type de représentation influence la mémoire collective des salarié.e.s ou des enfants accompagnés, au lieu de proposer une approche pluraliste, critique et fondée sur des recherches scientifiques.

## 2. Les propres déclarations de Philippe de Villiers confirment une visée idéologique.

Philippe de Villiers, fondateur du parc, n'a jamais caché que Le Puy du Fou avait une dimension politique et métapolitique :

### 2.1. Il revendique une influence idéologique par son parc.

Dans plusieurs interviews et écrits, de Villiers dit clairement que le parc n'est pas neutre, mais qu'il vise à porter des idées, et qu'il a été pour lui un outil métapolitique (une influence culturelle plutôt que politique directe) pour diffuser une vision du monde. [Le blog de JACQUES BERTHOMEAU](#)

Ce terme — métapolitique — est utilisé notamment par des cercles idéologiques de droite et d'extrême droite pour désigner l'infiltration culturelle comme stratégie de transformation sociale.

### 2.2. Engagements politiques explicites

Philippe de Villiers est également connu pour ses positions politiques conservatrices et pour avoir fondé le Mouvement pour la France (MPF), un parti souverainiste classé à droite voire proche de l'extrême droite dans certains de ses alliés historiques. Il a aussi exprimé publiquement des idées qui s'inscrivent dans des courants réactionnaires (par exemple en louant des positions d'Éric Zemmour). [Puystory](#)

On ne parle donc pas d'un simple entrepreneur culturel, mais d'un acteur politique qui a voulu et continue de vouloir **faire passer des idées via des contenus culturels et historiques.**

## 3. Pourquoi ces éléments importent pour un CSE, et particulièrement pour les élu.e.s CGT ?

### Valeurs contraires aux missions des ASC

Les activités sociales et culturelles doivent :

- être pluralistes,
- promouvoir un regard critique sur la société et l'histoire,
- ne pas servir de vecteur à un projet politique idéologique. Or Le Puy du Fou :

- diffuse des représentations historiques contestées par des historiens sérieux,
- s'appuie sur une vision conservatrice, religieuse et identitaire du passé,
- est lié à un fondateur aux positions politiques reconnues comme réactionnaires voire d'extrême droite.

### Responsabilité collective

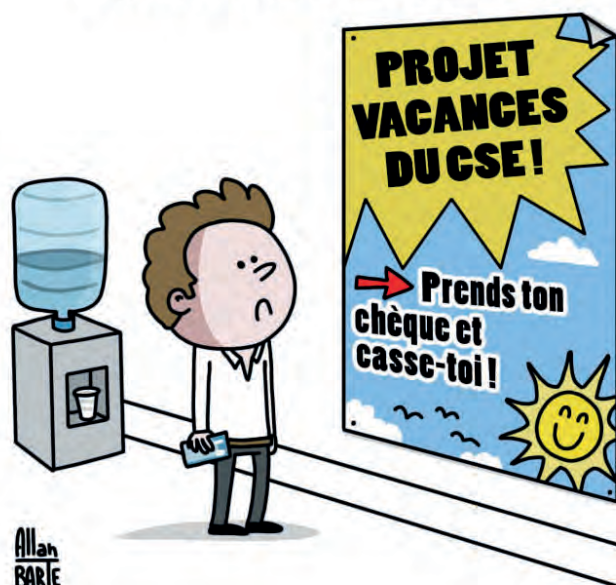
Si un CSE met en avant un tel lieu, même sous forme d'une activité culturelle ou de loisirs, il y a un risque d'apparence de caution de ces discours idéologiques, ce qui est incompatible avec les principes syndicalistes de la CGT — notamment la mise en avant de l'émancipation, de l'esprit critique et de valeurs progressistes.

## Conclusions

Sur la base des constats d'historiens réputés et des propos mêmes du fondateur du parc, il est possible d'affirmer que Le Puy du Fou ne se contente pas d'être un parc de loisirs, mais véhicule un récit historique idéologisé, collaborant à une vision réactionnaire de la société.

La CGT est donc fondée à refuser sa promotion dans les activités sociales, culturelles et sportives des CSE, car cela reviendrait à participer à la diffusion d'un discours historique et politique qui s'oppose frontalement à nos valeurs

## DISTRIBUTION DES CHÈQUES CADEAUX : UNE SOLUTION DE FACILITÉ !



**Ce n'est pas le choix de la CGT !**

# JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA SANTÉ MENTALE ET AU TRAVAIL

Grande cause nationale en 2025, la santé mentale fut en Normandie portée par la CGT au CESER de Normandie. L'étude menée démontre que notre région présente des indicateurs de santé mentale parmi les plus alarmants de France.

Aborder le sujet de la santé mentale c'est réinterroger le travail : son sens, son organisation, ses conditions d'exercice, sa place dans la vie, les responsabilités des employeurs. La santé mentale c'est d'abord les conditions de travail : atteinte psychique, maladie, accident de travail, de trajet, décès...

La disparition des CHSCT, leviers essentiels pour intervenir sur l'organisation du travail et les impacts sur la santé, démontre plus que jamais la pertinence de l'utilité de leur réinstauration. Il y a lieu de reconstruire des collectifs de travail, d'outiller les élu.e.s, informer et former les travailleurs-euses. Pour cela, la CGT revendique la remise en place d'une instance CHSCT avec des représentants du personnel.

Il y a urgence à remettre le rapport de force au cœur de l'action syndicale pour la reconquête des CHSCT ; l'amélioration des conditions de travail ; la mise en place de dispositifs de prévention pour éliminer les risques ; la formation des salarié.e.s ; la reconnaissance des atteintes psychiques liées au travail...

Aussi, le Comité Régional CGT Normandie organise une journée d'étude sur santé mentale /santé au travail :



**Mardi 26 mai 2026**  
**Salle Pierre Sémard**  
**14 rue Villey Desmeserets 14 000 Caen.**  
**Horaires : 9h30 à 16h30**  
**Accueil 9h00 – Déjeuner sur place**  
**Frais de participation : 10€**

**Matin : Santé mentale en Normandie - présentation du rapport du CESER par Jocelyne AMBROISE, membre CGT au CESER**

**Après-midi : Santé au travail et les revendications CGT pour la reconquête des CHSCT - animé par les Camarades CGT mandaté.e.s au CROCT et en CRPST : Gérald LE CORRE, Florence LEPINE, François LE BLOND et Dominique MATA.**

Ces deux séances seront ponctuées d'échanges interactifs.

Comptant sur ta participation, merci de retourner le bulletin d'inscription au plus tard le 19 mai 2026.

**Corinne Vautier**  
**Secrétaire Régionale**  
**Comité Régional CGT Normandie**



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE  
ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

***En économie sociale,  
laissez-vous guider  
par des spécialistes !***

**Présents en permanence à vos côtés.**

Spécialistes de l'économie sociale et solidaire,  
des CSE et des organisations syndicales.  
Expertises économiques, révision des comptes,  
commissariat aux comptes, formations.

#### Vos contacts

**Paris (siège social)**

11 rue des immeubles industriels - CS 41132  
75543 Paris Cedex 11  
Tél. 01 43 73 90 79

Mail : [vouzoulias@coexco.com](mailto:vouzoulias@coexco.com) / [rouzoulias@coexco.com](mailto:rouzoulias@coexco.com)

**Amiens**

53/55 avenue d'Italie - CS 60453  
80094 Amiens Cedex 3  
Tél. 03 22 53 27 47



[www.coexco.com](http://www.coexco.com)